

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 JUIN 2025 IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS
COMPLÉMENTAIRES À LA SOCIÉTÉ EDF POUR SES TURBINES À COMBUSTION
SITUÉES SUR LE SITE DES MONTS D'ARRÉE À BRENNILIS

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°3-96-A du 16 janvier 1996 autorisant la société EDF à exploiter sur le site des Monts d'Arrée à Brennilis, trois turbines à combustions et un dépôt de liquides inflammables ;

VU l'étude de dangers du site des turbines à combustion de Brennilis, référencée T AF 0 000 PPPP NE E 2854 – indice A, approuvée en date du 23 mars 2011 ;

VU le plan des réseaux des eaux pluviales (SEO) et des eaux susceptibles d'être polluées (SEH) en date du 25 avril 2017 (version D) ;

VU le document intitulé « compte-rendu et analyse de l'évènement de débordement du bac FOD n°2 du site des TAC de Brennilis du 10 décembre 2024 », référencé T-40211304-2025-000021, rédigé en date du 24 janvier 2025 ;

VU le rapport et les propositions en date du 14 avril 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 14 avril 2025 ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant le 16 mai 2025 ;

VU le rapport complémentaire en date du 20 mai 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées ;

CONSIDÉRANT l'évènement survenu le 10 décembre 2024 relatif au débordement du réservoir n°2 de fioul domestique (FOD) lors d'une opération de dépotage à partir de citernes routières ;

CONSIDÉRANT que le compte-rendu en date du 24 janvier 2025 susvisé mentionne la mise en place de contrôles réguliers sur les circuits d'eaux pluviales et des eaux susceptibles d'être polluées dès la survenue de l'incident précité ;

CONSIDÉRANT que le plan des réseaux en date du 25 avril 2017 susvisé matérialise la présence d'une fosse de relevage à l'Est du site qui collecte les eaux de ruissellement après traitement par des séparateurs à hydrocarbures situés au niveau de la zone de dépotage et de stockage du FOD, au niveau des TAC n°1&2 et au niveau de la TAC n°3, avant rejet vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant réalise une autosurveillance trimestrielle au niveau de l'exutoire de rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que les résultats des analyses réalisées le 21 janvier 2025, déclarés via la plateforme GIDAF, mettent en évidence le respect des valeurs limites prescrites à l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 21 février 2025, l'inspection perçoit une forte odeur d'hydrocarbures et constate des traces semblables à de l'irisation en surface des effluents liquides présents dans la fosse de relevage précitée ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser un contrôle de l'état des réseaux de collecte des eaux et des équipements associés ;

CONSIDÉRANT la nécessité de renforcer la surveillance des paramètres de rejet des eaux pluviales jusqu'à l'achèvement des contrôles précités ;

CONSIDÉRANT que le compte-rendu en date du 24 janvier 2025 susvisé expose des dysfonctionnements d'ordre technique et organisationnel à l'origine de l'évènement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de détecter immédiatement l'origine de l'incident ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 21 février 2025, l'inspection constate que les équipements nécessaires à la prévention du risque de débordement des réservoirs OBKI101BA (bac n°1) et OBKI201BA (bac n°2) et leurs conditions d'exploitation nécessitaient des actions humaines face à une situation d'exploitation dangereuse ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant dispose d'une seconde barrière de détection du niveau sur les bacs (niveau très haut), complémentaire à la barrière réglementaire mais que l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer son efficacité ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'exploitant de réévaluer la conception et les conditions d'exploitation des barrières de sécurité nécessaires d'une part, à la prévention des incidents et des accidents et d'autre part, à la limitation des conséquences de telles situations sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une telle réévaluation est susceptible d'être à l'origine d'une modification de l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu, de prescrire la réalisation des évaluations nécessaires au renforcement de la sécurité des installations, sur le fondement du 3^{ème} alinéa de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

ARRÊTÉ

Article 1 –

La société EDF, dont le siège social se situe 22-30, avenue de Wagram – 75008 PARIS, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations (AIOT n°0005500521) situées sur la commune de BRENNILIS (29690). Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Réseaux de collecte de eaux

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, aux contrôles de l'état des réseaux de collecte des eaux et de leurs équipements nécessaires à la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement.

Le rapport des contrôles mentionnés à l'alinéa précédent est transmis dans le même délai à l'inspection des installations classées accompagné du plan des réseaux mis à jour.

Article 3 – Surveillance des rejets

Jusqu'à l'achèvement des contrôles prescrits à l'article 2, l'exploitant procède à une analyse mensuelle des eaux pluviales dans les conditions fixées par les articles 4.4.1 et 4.6 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 susvisé.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans les conditions fixées par l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 susvisé.

Article 4 – Test de fonctionnement des équipements complémentaires

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à un test de la chaîne complète du niveau très haut présent sur les bacs et prévoit un programme de maintenance et d'essais périodiques sur cette base.

Article 5 – Revue de conception et d'exploitation des équipements

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à la revue de conception et d'exploitation des équipements importants pour la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement. Cette revue évalue notamment l'intérêt d'un renforcement de l'appairage entre les alarmes et les détecteurs à leur origine.

Le rapport de conclusion de la revue mentionnée à l'alinéa précédent est transmis dans le même délai à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées. Ce rapport est accompagné du descriptif des modifications envisagées des installations et du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications.

Article 6 – Révision de l'étude de dangers

L'exploitant révisé l'étude de dangers de l'installation sur la base des conclusions des études et contrôles prescrits aux articles 2 et 4.

L'étude de dangers révisée et autoportante, accompagnée du POI modifié le cas échéant, est transmise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

Article 7 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6, L. 512-7-5 et L.512-12 du Code de l'environnement, Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/> :

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 9 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la direction de la société EDF sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le secrétaire Général



François DRAPÉ

Destinataires :

Sous-préfecture de Châteaulin
Mairie de Brennilis
UD 29 de la DREAL
Electricité de France